

MAIRIE DE
BESANÇON



Arrêté du Maire
de la Ville de Besançon

Publié le : 31/03/2023

FIN.23.00.A18

OBJET : Direction Bibliothèques et Archives - Bibliothèque d'étude et de conservation - Régie de recettes n° 20 - Abrogation de l'arrêté FIN.23.00.A4 - Nomination du régisseur, de la mandataire suppléante et des mandataires

La Maire de la Ville de Besançon,

Vu le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptes publics,

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du code général des collectivités territoriales relatif à la création de recettes, d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et de leurs établissements, à l'exclusion des établissements publics locaux d'enseignement,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et de leurs établissements publics,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents, Vu la délibération du 19 septembre 2019 par laquelle le Conseil Municipal décide l'application du régime indemnitaire prévu par la réglementation aux régisseurs d'avances et de recettes de la ville de Besançon,

Vu la décision FIN.22.00.D24 du 12 septembre 2022 portant institution auprès de la ville de Besançon d'une régie de recettes à la Bibliothèque d'études et de conservation,

Vu l'arrêté FIN.23.00.A4 du 27 février 2023 portant nomination du régisseur, de la mandataire suppléante et des mandataires,

Vu l'avis conforme du Trésorier Principal du Grand Besançon en date du 24 mars 2023,

ARRÊTE

Article 1^{er} : A compter du 1^{er} avril 2023, les dispositions de l'arrêté FIN.23.00.A4 du 27 février 2023 sont abrogées.

Article 2 : A compter du 1^{er} avril 2023, M. Yves ROBEZ est nommé régisseur titulaire avec mission de recouvrer exclusivement les recettes énumérées dans l'arrêté créant la régie.

Article 3 : Mme Isabelle CHARPY est nommée mandataire suppléante de la régie de recettes avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 4 : Mmes Agnès BARTHELET, Bérénice HARTWIG, Anne MOUGEY, Sandrine NATTER, Ludivine RAGONDET et Camille VACELET et MM. Hakim BENECHET, Ludovic CARREZ, Pierre-Emmanuel GUILLERAY, François GUINCHARD, Michel HITTER, Stéphane ILPIDE et Fabrice PACCHIN sont



nommés mandataires de la régie de recettes avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 5 : Le régisseur percevra un complément indemnitaire de 110€/an intégré au RIFSEEP. Le versement de ce complément (indemnité de maniement de fonds) se fera par douzième chaque mois.

Article 6 : La mandataire suppléante percevra un complément indemnitaire de 44€/an (40 %) intégré au RIFSEEP. Le versement de ce complément (indemnité de maniement de fonds) se fera par douzième chaque mois.

Article 7 : Les mandataires ne percevront pas de complément indemnitaire.

Article 8 : Le régisseur, la mandataire suppléante et les mandataires sont, conformément à la réglementation en vigueur, chargés de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables reçues, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation effectués.

Article 9 : Le régisseur, la mandataire suppléante et les mandataires ne doivent pas exiger ou percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif visé en tête du présent arrêté, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432.10 du Nouveau Code Pénal.

Article 10 : Le régisseur, la mandataire suppléante et les mandataires pourront être sanctionnés pour les fautes graves ayant un impact financier significatif. Ils sont soumis, comme l'ensemble des gestionnaires publics, à un régime d'amendes pouvant aller jusqu'à six mois de rémunération annuelle. Les amendes seront individualisées et proportionnées à la gravité des faits, l'éventuelle réitération des pratiques prohibées et le cas échéant, à l'importance du préjudice.

Article 11 : Le régisseur, la mandataire suppléante et les mandataires sont tenus de présenter leurs registres, leur comptabilité, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

Article 12 : Tout recours contentieux contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois suivant la publicité de l'arrêté.

Article 13 : Le Directeur Général des Services et le Trésorier Principal du Grand Besançon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au registre des arrêtés et sur le site internet de la Ville et dont copie sera remise aux intéressés.

Besançon, le 30 mars 2023

Pour la Maire, par délégation


Anthony POLLIN
Adjoint à la Maire



NOM Prénom	Fonction	Date de notification	Signature Précédée de la mention « vu pour acceptation »
Yves ROBEZ	Régisseur		
Isabelle CHARPY	Mandataire suppléant		
Agnès BARTHELET	Mandataire		
Hakim BENECHET	Mandataire		
Ludovic CARREZ	Mandataire		
Pierre-Emmanuel GUILLERAY	Mandataire		
François GUINCHARD	Mandataire		
Bérénice HARTWIG	Mandataire		
Michel HITTER	Mandataire		
Stéphane ILPIDE	Mandataire		
Anne MOUGEY	Mandataire		
Sandrine NATTER	Mandataire		
Fabrice PACCHIN	Mandataire		
Ludivine RAGONDET	Mandataire		
Camille VACELET	Mandataire		

